



DYNAMIQUE MONDIALE DES JEUNES (DMJ) WORLD DYNAMICS OF YOUNG PEOPLE (WDYP)

Ensemble pour changer le monde - Together to change the world

Mobiliser les jeunes pour la pleine réalisation de leur potentiel pour faire du jeune un acteur du changement

ARTICLE

Dupleix Kuenzob Pedeme

Secrétaire Exécutif

Dynamique Mondiale des Jeunes (DMJ)

Résoudre les problèmes de fond qui s'opposent à l'unité nationale

A la veille de la célébration de la 46^e édition de la fête de l'unité nationale, le 20 mai 2018, le contexte camerounais actuel nous oblige à jeter un regard de citoyen sur les espoirs et défis du vivre ensemble et d'apporter une contribution, fusse-t-elle symbolique, aux multiples réflexions qui peuvent orienter la recherche d'une paix durable au Cameroun.

Par paix, il faut comprendre la recherche permanente et concertée de solutions aux problèmes communs qui se posent à un moment donné au sein de la société ou d'une communauté. Perçue comme telle, elle détermine la nature des rapports sociaux et prédispose l'ensemble des acteurs à une participation inclusive à la vie de leur communauté, ce qui conduit à une compréhension commune des situations qui surgissent et une vision commune de l'avenir.

Depuis quelques années, la cohabitation est un peu agitée au Cameroun. Elle n'est simplement plus pacifique. La cohésion sociale est perturbée par une crise multiforme dont les tentacules pénètrent jusqu'aux fondations de l'unité nationale. En définissant la nation comme une communauté humaine ayant conscience d'être unie par une identité historique, culturelle, linguistique ou religieuse, nous reconnaissons tout de même que le Cameroun a longtemps surfé sur plusieurs diversités pour construire son unité, là où il semblait d'emblée utopique de construire une « identité sociale » en raison du défaut d'une communauté linguistique, culturelle, religieuse et même historique. A côté de l'histoire des nationalistes portée par les partisans de l'Union des Populations du Cameroun (UPC) qui revendique encore un certain contentieux historique, s'impose celle des néocolonialistes entretenue par les héritiers de l'indépendance.

En effet, du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest, la diversité est prégnante. Mais elle n'avait jusqu'ici en rien été source de fracture ou de fragmentation sociale au lendemain de cette indépendance, malgré l'élimination des précurseurs d'une indépendance intégrale. Les moments de tension observés sporadiquement, quelques soient les manières dont ils ont été gérés, ont jadis fini par céder à l'harmonie relationnelle et à la rage des populations de demeurer ensemble et d'opter pour un destin commun. Une attitude qui convient à la teneur de notre hymne national qui présente le drapeau tricolore comme *“un symbole ardent de foi et d'unité”*. C'est donc avec et dans la confiance que le peuple aspire à servir le pays, comme étant le but commun.

Malheureusement, la confiance semble de plus en plus faire défaut. Les crises qui s'observent émaneraient visiblement d'une crise de confiance. Les indices les plus visibles sont la promotion des autres nationalités y compris dans les médias traditionnels. Le marketing pour l'immigration formelle ou clandestine est prospère. Les rues de la capitale et des grandes villes arborent fièrement des enseignes publicitaires qui vantent les opportunités de voyage et d'installation dans d'autres pays étrangers. Par ces actes, l'amour pour la patrie s'évanouit progressivement, lessivant et érodant le patriotisme qui est la base fondamentale de l'unité dans la diversité.

La confiance en les institutions de la République et ceux qui les incarnent est presque consommée. Cela se manifeste par le non-respect des emblèmes et symboles nationaux, la désaffection de la chose publique, le monnayage des actes et services les plus singuliers, la corruption morale et la prévarication dont les détournements des biens communs sont l'expression de la forme visible. Les espaces de construction de la conscience collective sont profanés par des discours haineux là où l'on s'attend aux idées novatrices pour sortir le Cameroun de l'âge de la pierre taillée.

Il faut le dire pour observer que 60 ans après les indépendances, l'agriculture est encore manuelle, les élèves s'asseyent encore par terre, sur la natte ou les troncs d'arbres, l'accouchement est une épreuve mortelle, les ordures ménagères aux odeurs nauséuses rivalisent avec les jardins et parkings. Tout ceci amène à relayer ces quelques questions qui révèlent les frustrations des populations. Où sont passées les institutions en charge de développer les infrastructures et structures sociales susceptibles de transformer le quotidien et donner de la joie de vivre dans ce pays ? Comment sont évaluées les personnes en charge d'animer celles qui existent ? Comment fonctionnent-elles ? Comment et sur quelles bases ces personnes sont-elles désignées ? Comment réussit-on à amener les populations à célébrer une élite politico administrative qui n'assure pas des résultats honorables ? Quels arguments emploie-t-on pour convaincre les populations à soutenir la tribu même si elles ne tirent aucun profit direct ou indirect de la présence de cette élite aux hautes affaires ? Le peuple est-il devenu insensible à la misère ? Les souffrances sont-elles subitement indolores au Cameroun ?

La réponse à ce questionnement nous plonge directement dans la série de propositions que nous avons formulées et adressées à la **Commission Nationale pour la Promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme (CNPBM) en Mai 2017**, au lendemain de l'entrée en fonction de ses membres. Nous re prenons in extenso certains extraits des propositions formulées.

En effet, selon la compréhension des situations préjudiciables à la paix telles qu'elles sont vécues au sein des populations et notamment la jeunesse que nous avons l'honneur d'accompagner dans ses luttes quotidiennes pour une insertion réussie et une cohabitation pacifique avec d'autres couches sociales, nous formulons ci-après l'économie de notre contribution qui touche à quatre points au moins des charges qui incombent à la CNPBM en vertu de l'article 3 (1) du Décret N° 2017/013 du 23 janvier 2017 qui stipule que ***“la Commission est chargée d'œuvrer à la promotion du bilinguisme, du multiculturalisme au Cameroun, dans l'optique de maintenir la paix, de consolider l'unité nationale du pays et de renforcer la volonté et la pratique quotidienne du vivre ensemble de ses populations pour vous apporter notre modeste contribution à la réalisation de vos charges et l'accomplissement de votre mission”***.

1. La valorisation des stéréotypes et préjugés qui étiquettent les tribus et ethnies

Différentes tribus/ethnies au Cameroun sont sujettes à des images constituées des préjugés, clichés, stéréotypes qui ont la particularité d'être des perceptions à connotation foncièrement péjorative pouvant avoir des conséquences aussi bien pour les personnes qui les expriment que

pour celles qui subissent leur expression. Ces construits sociaux manifestés sous diverses formes : croyance à l'égard d'un groupe, affect négatif, attitude, ou émotion sociale, peuvent se révéler être de véritables dépôts de l'exclusion et de la fragmentation sociale. Le triste souvenir du génocide au Rwanda nous suggère d'être prudent en préparant le lit à une inclusion et une compréhension originelle de ces clichés qui peuvent être positivés en une mythologie camerounaise utilisée pour enrichir la connaissance et la compréhension plurielle des tribus et ethnies concernées. Dans cette optique, nous envisageons :

Suggestion 1 : la création d'un kaléidoscope "imagologique" qui serait un répertoire national compilant l'ensemble des perceptions, stéréotypes, préjugés et clichés socioculturels que les ressortissants des différents groupes ethniques ont les uns envers les autres avec essai d'explication historique ou légendaire de leur genèse. La spécificité de ce répertoire d'« imagologie » est que tout le monde pourra y puiser pour comprendre approximativement ou réellement pourquoi une ethnie/tribu x est perçue sous un angle particulier, d'où viendrait cette perception, quel est son bienfondé, et sa plus-value dans une dynamique du vivre ensemble. Nous partons du postulat que dans un contexte multiculturel, les forces et les « faibles » des uns ou des autres est la base du facteur d'équilibre.

2. La vitalisation de l'esprit patriotique à travers les chants scolaires

Il y a plusieurs décennies de cela, la fête de la jeunesse du 11 février et la fête nationale du 20 mai étaient des moments privilégiés pour les établissements scolaires du primaire et du secondaire de faire preuve d'ingéniosité et de créativité à travers la composition de chants patriotiques rappelant les faits historiques et héroïques des compatriotes, conseillant et conscientisant la jeunesse sur ce qu'il faut faire pour porter le Cameroun debout dans le concert des nations, vantant les symboles et victoires du pays, interpellant la conscience nationale sur les défis à surmonter. Ces hymnes et chants de ralliement ont progressivement cédé la place à des chansons d'une banalité déconcertante et parfois sans teneur ni portée éducative. Ce qui à notre sens a contribué à lessiver la fibre patriotique avec l'aide des conditions de vie difficiles. Pour ainsi remédier au dépérissement du patriotisme, nous envisageons :

Suggestion 2 : la création des annales "hymnologie et musicologiques" diffusables sur les ondes nationales

Nous pensons que pour la mémoire et la transmission aux générations futures des acquis du patriotisme, il est important de d'entreprendre un travail "d'archéologie" hymnologique et musicologique dans le but de reconstituer et reproduire sur des bandes sonores les chants patriotique autrefois exécutés dans les écoles primaires, lycées et collèges de la République à l'occasion des fêtes nationales de la jeunesse et de l'unité nationale. Un tel recueil est nécessaire pour la mémoire des jeunes et la familiarisation de celle-ci avec les rêves, les luttes, les aspirations des aînés, leur vision du Cameroun car le monde étant de plus en plus ouvert les jeunes camerounais ne rêvent plus que de l'étranger. Le postulat qui fonde cette autre suggestion est que les rêves des générations passées servent de point d'ancrage aux réalisations des générations futures. Or, si nous faisons une étude nous verrons que les menaces qui pèsent sur le vivre ensemble aujourd'hui sont le fait d'une ignorance de ce qu'était la vision qu'avaient les aînés il y a 20 voire 40 ans. De telles annales se constitueraient en s'enrichissant des nouvelles créations hymnologiques et musicologiques, ce qui encouragerait la culture.

3. L'institutionnalisation d'un mécanisme de contrôle autonome des communautés religieuses par les pairs

Le Cameroun dispose comme d'une expérience extraordinaire et unique au monde en matière de cohabitation pacifique entre les religions. Cette collaboration portée au-devant de la scène

médiatique à travers les prières interreligieuses des années 1990 par la télévision nationale CRTV, est restée par trop événementielle y compris les initiatives de dialogue interreligieux marquées par une tendance voire une propension à se limiter au sommet entre les leaders ou à s'inviter à la base par épisodes irréguliers. La situation éclectique des religions est de nature à fragmenter davantage la société camerounaise si l'ascension actuelle du fait religieux n'est pas maîtrisée non pas en termes de limitation du nombre, mais davantage en terme de canalisation des visions sociales d'une république qui a affirmé sa laïcité. La montée du radicalisme, du fondamentalisme et de l'extrémisme violent dans le monde et le terrorisme qui lui est associé, appellent à une anticipation d'un dialogue plus structuré entre les religions afin de briser le tabou autour des causes de tels phénomènes et leur trouver des solutions inclusives pour dire par consensus.

Suggestion 3 : la mise sur pied d'un Conseil National des Religions

Nous pensons que des échanges sur la vision du pays méritent un avis spécifique des différentes religions qui y exercent. Notre postulant est qu'aujourd'hui, le peuple camerounais semble confronté à la crise des extrêmes sur le plan religieux : extrémisme religieux et laïcité totale. Le repli voire la quête d'une identité spirituelle semble prendre de plus en plus le pas sur la logique de consolidation de l'identité ethno-culturelle. La globalisation galopante avec le phénomène de laïcité fait peser sur l'équilibre social le danger de la mauvaise négociation de ce tournant, eu égard au fait que l'africain et dont le camerounais est un être fondamentalement religieux. Un conseil national des religions dont les membres seraient désignés par les pairs en nombre proportionnel au poids ou à la taille démographique serait un bel organe consultatif pour émettre des avis et des recommandations sur l'enjeu des dynamiques religieuses et leur impact dans la construction nationale. Ce Conseil disposerait des organes à différents niveaux de la société selon la structure décentralisée de l'Etat. Il servirait d'interlocuteur du gouvernement au sujet des questions liées à la religion et à la spiritualité.

4. La régulation de la politique de l'équilibre régional

La vie publique au Cameroun est minée par un sentiment de suspicion généralisée sur le contrôle ethno tribal de l'appareil de l'Etat. Les querelles autour des résultats des concours d'entrée dans les grandes écoles du pays, les mémorandums des ressortissants d'une partie ou l'autre du pays pour revendiquer une part de la richesse nationale sont des menaces réelles au vivre ensemble qui traduisent un sentiment de lésion, de privation ou d'exclusion dans la jouissance de la croissance du pays.

Suggestion 4 : la mise sur pied d'un organe en charge de veiller sur la stricte application de l'équilibre régional

Nous pensons que pour restaurer la confiance et le sentiment national d'appartenance, un organe capable de produire des informations stratégiques en temps réel sur la situation de l'équilibre régionale au sein des secteurs et administrations où cela doit s'appliquer de droit doit être mis en place. Nous partons ici du postulat selon lequel il n'existe pas de justice sociale sans politique rationnelle de nivellement vers le haut des divergences sociales. Dans cet ordre d'idées, l'actualisation des données démographiques constitue un paramètre statistique crédible.

Dupleix Kuenzob Pedeme
Secrétaire Exécutif
Dynamique Mondiale des Jeunes (DMJ)